

Ecrit par le 21 novembre 2024

Les avocats du barreau d'Avignon solidaires avec leurs homologues tunisiens



Réunis autour de l'ancien bâtonnier Franck Lenzi, les avocats du barreau d'Avignon se sont retrouvés aujourd'hui sur les marches du palais de Justice de la cité des papes afin de manifester leur soutien à leur consœur Sonia Dahmani.

Cette dernière avocate inscrite au barreau de Tunisie, a été interpellée violemment par des personnes cagoulées, bousculant les avocats et journalistes présents, au sein de la maison de l'avocat de Tunis le samedi 11 mai, à la suite de propos tenus sur un plateau de télévision sur la situation de son pays.

Écrit par le 21 novembre 2024

« Cette agression inédite a choqué et ému la profession d'avocat en France et dans le monde », s'indignent les avocats avignonnais dont [le nouveau bâtonnier en exercice, Philippe Cano](#), les représentaient durant le rassemblement parisien devant l'ambassade de Tunisie.

C'est dans ce contexte que la Conférence des bâtonniers, aux côtés de nombreuses institutions de la profession, a signé le 12 mai un communiqué de soutien à Sonia Dahmani, réclamant sa libération immédiate et appelant à des manifestations de soutien des avocats en robe partout en France.



Le Bâtonnier Cano, à droite, lors de la manifestation à Paris devant l'ambassade de Tunisie. ©DR- Avocats du Barreau d'Avignon

« Hier, les avocats tunisiens qui ont courageusement soutenu notre consœur ont été à leurs tours poursuivis, la maison de l'avocat de Tunis a été saccagée et l'avocat Mehdi Zagrouba, à son tour, a été brutalement arrêté. »

Ce rassemblement a été l'occasion pour ces professionnels du Droit vaclusiens de souligner aussi leur engagement auprès des avocats poursuivis, arrêtés et emprisonnés arbitrairement dans le monde dans le cadre d'une lettre ouverte rappelant « que la Tunisie a ratifié le 18 mars 1969 le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté en 1968 par les Nations unies qui protège notamment les

Écrit par le 21 novembre 2024

droits à la vie, à la liberté et à la sécurité, à la liberté de pensée, de conscience et de religion et l'interdiction de la détention arbitraire. »

Ils ont également rappelé « que la Tunisie a également ratifié le 23 septembre 1988 la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée en 1987 par les Nations unies et son Protocole facultatif, le 29 juin 2011, adopté en 2002. »

En conséquence, ils s'indignent donc « contre les violences verbales et physiques perpétrées à l'encontre des avocats tunisiens et des journalistes visant à les intimider et à les faire taire, condamnent l'arrestation violente d'une avocate et chroniqueuse qui, après des propos tenus sur un plateau de télévision, sur la situation du pays, a été convoquée devant la justice et s'est réfugiée à la maison de l'avocat où elle a été interpellée violemment, considèrent que s'introduire de force dans les locaux de l'Ordre national des avocats constitue une agression inédite et alarmante contre ce lieu, sanctuaire des droits de la défense et de la liberté d'expression, où se réunissent des avocates et des avocats, défenseurs de l'état de droit et derniers remparts contre l'arbitraire, s'insurgent contre de telles pratiques, réclament la libération immédiate de notre consœur Sonia Dahmani et l'arrêt de toute forme de répression contre les avocats, journalistes et tous autres défenseurs des libertés tunisiens, soutiennent les avocats de la section de Tunis de l'Ordre national des avocats de Tunisie et l'ensemble des confrères entravés dans l'exercice de leur métier d'avocat. »

L.G.

Les maires d'Orange, Valréas et Vaison-la-Romaine apportent leur soutien au centre hospitalier d'Orange

Ecrit par le 21 novembre 2024



En raison de son budget pour l'année 2024, l'[Agence régionale de santé Paca](#) a annoncé la suppression de 26 postes du [Centre hospitalier Louis Giorgi d'Orange](#). Une mesure à laquelle citoyens, personnel de l'hôpital, mais aussi élus, s'opposent. [Yann Bompard](#), [Jean-François Périlhou](#) et [Patrick Adrien](#), respectivement maires d'Orange, de Vaison-la-Romaine et de Valréas, affirment d'ailleurs soutenir le centre hospitalier et demande à l'ARS de renoncer à ses exigences de suppression.

Les trois élus demandent également à l'Agence régionale de santé de donner au centre hospitalier d'Orange les moyens nécessaires pour continuer à assurer un service public de qualité, de « tenir compte des efforts budgétaires déjà consentis par l'établissement, malgré les hausses des coûts qui se sont imposées à lui (hausse de l'énergie, revalorisation salariale...) et qui, pour les plus importantes, n'ont fait l'objet d'aucune compensation », comme indiqué dans un communiqué.

Pour rappel, le Centre hospitalier Louis Giorgi d'Orange est l'établissement de référence du Haut Vaucluse. Il répond aux besoins des 120 000 habitants du territoire et coopère avec les centres hospitaliers de Vaison-la-Romaine et de Valréas, notamment au niveau de la gynécologie-obstétrique, la diabétologie, ou encore les urgences.

Ecrit par le 21 novembre 2024

Presse : « Je suis Vaucluse Matin »



La rédaction du quotidien Vaucluse Matin s'oppose au plan de restructuration de la direction du Dauphiné libéré auquel le titre fondé en 1946 appartient. Après avoir lancé [une pétition](#) contre ce projet mettant en cause la présence du titre dans une bonne partie du département, nos confrères ont organisé un rassemblement de soutien ayant particulièrement mobilisé élus et représentants de la société civile ainsi que du monde économique local.

Annoncée en grande pompe dans les locaux de nos confrères de Vaucluse Matin à Avignon en octobre 2022, [la nouvelle formule du quotidien devait révolutionner le titre](#). Venue de Grenoble, la direction avait alors assuré son attachement indéfectible à cette présence en Vaucluse. « Nous allons faire en sorte que ce journal corresponde davantage aux Vauclusiens », expliquait d'ailleurs à cette occasion [Christophe Victor, directeur général du Dauphiné libéré](#), titre appartenant [au groupe Ebra](#), premier groupe de presse quotidienne régionale et premier groupe de presse de France. Un peu plus d'un an plus tard, la même direction vient d'annoncer un plan drastique touchant sévèrement la rédaction vauclusienne du titre implanté dans la cité des papes depuis 1946.

Ecrit par le 21 novembre 2024

Pour signer la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin par la direction du Dauphiné libéré

Défendre l'information de proximité

De quoi faire réagir, la rédaction de [Vaucluse Matin](#), en grève depuis le 30 novembre dernier, qui a organisé ce mardi 5 décembre un rassemblement de protestation contre ces mesures d'austérité annoncées.

Réunis place de l'Horloge devant la mairie d'Avignon, nos confrères sont ainsi venus dénoncer ce plan d'économie et de transformation prévoyant la suppression de 9 postes sur les 24 salariés que compte le quotidien dans le département : une cheffe des sports, deux photographes, une assistante de rédaction, un responsable d'édition et quatre journalistes.

« Plus de photographes, plus de journalistes sportifs, plus d'assistantes, suppressions de 40% des postes en Vaucluse, plus de pages sport départementales... », énumère [Alexandre Guey](#), délégué Forcé ouvrier et élu au CSE (Comité social et économique) du groupe de presse.

«J'apprends cette nouvelle comme une forme de censure.»

Joël Guin, président du Grand Avignon

Repli, retraite ou bérézina ?

Et notre confrère de poursuivre devant plus d'une centaine de personnes regroupant élus, représentants du monde sportifs et associatifs, journalistes des autres médias ou simples citoyens et lecteurs impliqués dans leur territoire : « Finie aussi la couverture du Sud Vaucluse avec des zones comme Cavaillon, l'Isle-sur-la-Sorgue et Apt où le journal n'y sera même plus vendu. C'est un véritable plan d'austérité qui sera accompagné d'un repli sur le Nord du département. Et même la ville centre, Avignon, sera concernée avec une couverture réduite et un véritable désengagement puisque le centre départemental historique de la rue de la République sera fermé à partir du 31 mars 2024. La plupart des journalistes se retrouveront à Orange et les autres seront basés dans un espace de coworking, quelque part dans la région d'Avignon. On ne sait pas encore où. »

« Avec ce plan de transformation du titre, l'avenir de votre quotidien est en danger et l'information de proximité sera fortement dégradée », a insisté le délégué FO devant les personnes venues soutenir l'action de la rédaction qui a également lancé une pétition ayant déjà recueillie près de 2 800 signatures.

«Maintenir la qualité d'une information objective pour les citoyens.»

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les élus s'inquiètent...

Écrit par le 21 novembre 2024

Dans un département historiquement terre de presse (voir en fin d'article), cette situation inquiète la totalité des élus locaux.

Parmi eux, Cécile Helle, maire d'Avignon, et Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, ont décidé de parler d'une seule voix « en tant que républicaines attachées à la pluralité de la presse et à la liberté d'expression ainsi qu'à l'impérieuse nécessité d'avoir des journalistes de qualité présents sur notre territoire ».

Dans ce cadre, les deux élues ont entamé une démarche commune auprès du directeur général, basé au siège à Grenoble, afin de faire part de leurs inquiétudes « face à l'ampleur des mesures annoncées frappant un journal présent depuis près de 80 ans sur notre territoire qui participe pleinement à cette proximité si essentielle à notre vie locale. »



Au vue de la situation et de la mobilisation de toutes les forces vives du territoire, Dominique Santoni et Cécile Helle ont également annoncé qu'elles souhaitaient rencontrer très rapidement la direction afin d'évoquer ce désengagement programmé dans le Vaucluse considéré par ces dernières « comme totalement inenvisageable »

« J'apprends cette nouvelle comme une forme de censure », s'indigne pour sa part Joël Guin, président du

Ecrit par le 21 novembre 2024

Grand Avignon venu également apporter le soutien de l'ensemble des élus de l'agglomération. Le président masquant à peine sa colère après l'annonce d'enlever le siège d'Avignon. « Le Vaucluse sans Avignon, c'est quoi ?, interroge-t-il. Ce territoire du Vaucluse sans Avignon, cela n'existe pas ! »

[Bénédicte Martin](#), vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur était aussi venue apporter le soutien de son président, Renaud Muselier. Elle a évoqué « ce lien local à l'heure des dérives des réseaux sociaux » et a souligné la nécessité « de maintenir la qualité d'une information objective pour les citoyens. »

Même mobilisation de la part de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) qui par l'entremise de son président Pierre Gonzalvez a signé, au nom des maires du département, la pétition lancée par la rédaction de Vaucluse Matin.

« Sans vous, nous n'existons pas. »

Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse

... et les membres de la société civile se mobilisent

« Sans vous, nous n'existons pas, insiste Gilbert Marcelli, président de la CCI de Vaucluse. C'est vous les journaux, et plus généralement les médias locaux, qui permettent de mettre en valeur les actions du monde économique au quotidien. Il ne faut pas détruire ce qui a été créé à la Libération. »

Un message des décideurs économiques relayait par l'univers de la culture avec Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon : « Il faut se battre pour l'idée qu'il n'y a pas de citoyen périphérique. Une démocratie n'est pas complète s'il n'y a pas d'information et de journalistes de proximité. »

« Sans les journaux d'Avignon, je pense que beaucoup d'entre nous auraient périclité », reconnaît en toute franchise Gérard Gelas fondateur du théâtre du Chêne noir.

« Si ce démantèlement devait arriver, ce qui reste derrière ce sont les réseaux sociaux, c'est-à-dire la poubelle ! Et non pas des professionnels, des gens qui aiment leur métier, qui vont chercher de l'information, qui l'analyse, qui ont du recul... Comme les artistes, les journalistes entrouvrent des portes sur la conscience. Et c'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes dans une société où l'on dirait qu'il faut que la conscience soit abolie au profit du profit. »

Ecrit par le 21 novembre 2024



Tiago Rodrigues, directeur du Festival, avec les élus de Vaucluse.

«Une démocratie n'est pas complète s'il n'y a pas d'information et de journalistes de proximité.»

Tiago Rodrigues, directeur du Festival d'Avignon

Le monde sportif en émoi

Parmi les autres membres de la société civile venus apporter leur soutien à Vaucluse Matin, Roland Davau, président du CDOS (Comité départemental olympique et sportif) de Vaucluse qui s'inquiète de la disparition des pages sportives locales dans le quotidien « alors que nous allons rentrer dans une année olympique. Je tiens à dire qu'au nom des 1 300 clubs de Vaucluse et des 180 000 licenciés sportifs du

Ecrit par le 21 novembre 2024

département, il nous est impossible pour nous qu'il n'y ait plus Vaucluse Matin. »

« La disparition des pages 'sport' départementales, c'est une première pour un quotidien régional, s'alarme Alexandre Guey.

« Nous sommes particulièrement déterminés et je ne voudrais pas menacer qu'on puisse changer de banque », prévient Roland Davau en ciblant le Crédit Mutuel, actionnaire principal du groupe Ebra, qui n'hésite pas à parler de solidarité, de proximité et d'engagements. La fameuse banque qui appartient à ses clients, mais manifestement pas à ses lecteurs, pourrait ainsi constituer une cible de choix pour les contestataires.

Et ce d'autant plus que les représentants du monde associatifs rappelaient « que certains réseaux n'avaient pas d'autres moyens pour se faire connaître que la presse locale. »

«La disparition des pages 'sport' départementales, c'est une première pour un quotidien régional.»

Alexandre Guey, journaliste à Vaucluse Matin et délégué Forcé ouvrière

La presse quotidienne régionale en crise

[Cette grève de Vaucluse Matin intervient alors que son concurrent, le quotidien La Provence est aussi entré dans une zone de turbulences.](#) En conflit avec son nouveau repreneur, CMA-CGM, le titre marseillais a connu un mouvement de grève le mois dernier. En cause, la volonté de la direction de supprimer plusieurs dizaines d'emplois dont plusieurs journalistes et photographes en Vaucluse. Les fermetures des agences d'Orange et Carpentras étant même évoquées.

De l'autre côté du Rhône, la situation n'est guère plus reluisante pour Midi libre dont les équipes se sont réduites comme peau de chagrin à Villeneuve-lès-Avignon et Bagnols-sur-Cèze. Seule lueur visible dans cette crise que connaît la PQR (Presse quotidienne régionale), [le retour en Vaucluse de La Marseillaise](#) depuis septembre 2022. De quoi permettre au bassin de vie d'Avignon de disposer d'une offre de pluralité de la presse inédite en France avec 4 quotidiens.

Écrit par le 21 novembre 2024

JE SUIS Vaucluse Matin

L'Association des maires de Vaucluse apporte son soutien au Maroc

Écrit par le 21 novembre 2024



À la suite du séisme qui a frappé le Maroc dans la nuit du 8 au 9 septembre et qui a provoqué le décès de plus de 3 000 personnes selon le dernier bilan, l'[Association des maires de Vaucluse](#) (AMV) a décidé de témoigner de son soutien et de verser une aide d'un montant de 3 000€.

Ce don permettra de soutenir et d'amplifier les actions de secours et de mise à l'abri des personnes. L'AMV appelle aussi à la solidarité de tous les maires et les collectivités du département pour venir en aide aux victimes du séisme et soutenir les organisations non gouvernementales présentes sur le terrain.

V.A.

Séisme en Turquie et Syrie : après avoir versé une aide de 3 000€, l'Association des maires

Ecrit par le 21 novembre 2024

de Vaucluse (AMV) appelle à la solidarité



Après avoir versé une aide exceptionnelle de 3 000€, l'Association des maires de Vaucluse appelle à la solidarité auprès des maires vauclusiens pour venir en aide aux victimes du [séisme en Turquie et en Syrie](#).

Alors que le premier bilan de la catastrophe survenu en Turquie et Syrie s'élève à près de 40 000 morts, l'Association des maires de Vaucluse (AMV 84) annonce le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant de 3 000€ à la collecte nationale.

« Nous savons que les maires vauclusiens sauront faire preuve de solidarité, comme à chaque événement tragique », déclare l'Association dans un communiqué, qui appelle les collectivités à témoigner de leur soutien à la population par des dons financiers.

J.R.

Le journal satirique régional 'Le Ravi' a besoin de vous

Notre confrère le Ravi, mensuel d'enquête et de satire en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a lancé en mars dernier une campagne de dons « pour vivre et cesser de survivre ». Intitulée '#SOSRAVI', elle est accessible sur le site internet : www.leravi.org.

« Depuis 18 ans le journal, dont la rédaction est basée à Marseille, fait vivre la liberté d'expression et une information indépendante et locale en mêlant enquêtes et dessins de presse, explique Michel Gairaud, rédacteur en chef du Ravi. L'objectif de cette campagne est de récolter 100 000€ qui permettront à la Tchatche, l'association qui édite le Ravi, de continuer ses activités. Le compteur s'élève aujourd'hui à 50 000€. A 18 jours de la fin de la cagnotte, la situation est critique. »

Si la somme déjà récoltée a permis de passer le mois dernier, il faudrait collecter au moins 70 000€ pour tenir jusqu'à l'été et 100 000€ pour donner suffisamment d'air à ce média citoyen pour les deux prochaines années.

Partis pris, pas partisan

« La Tchatche est actrice de l'éducation populaire depuis près de 10 ans, complète l'équipe du seul journal satirique régional. Elle intervient dans les quartiers et écoles pour permettre aux citoyens (ou futurs citoyens) d'utiliser les médias avec critique et discernement. Elle fait aussi entendre la parole de ceux auxquels on tend rarement le micro en réalisant et publiant des travaux de journalisme participatif. Pour finir, elle édite le journal numérique et papier le Ravi. Ce dernier est un mensuel qui assume des partis pris sans être partisan, pour plus de justice sociale et d'écologie. »

« Le statut associatif de la Tchatche lui garantit son indépendance journalistique et lui permet d'agir pour l'intérêt général, insistent les responsables du Ravi. Elle s'auto-finance à 70%, un exploit dans le milieu associatif. Mais l'équipe du Ravi et ses bénévoles constatent la difficulté d'être un journal d'enquête et de satire. Cela dérange. »

Un appel pour soutenir les médias citoyens

En 2021, ni la Région Sud, ni le département des Bouches-du-Rhône et ni la Ville de Marseille, qui depuis a toutefois entrouvert la porte à un éventuel soutien, ont aidé le journal rappelle Le Ravi. « Elles multiplient pourtant les déclarations d'amour pour la liberté d'expression, le pluralisme, le droit à la satire, l'éducation aux médias. Et pourtant chaque année, comme le Ravi l'a documenté lors d'une enquête publiée en février, les collectivités locales versent des millions d'euros à la presse locale. Plus de 3 800 personnes ont déjà signé la pétition 'Pour que vos impôts cessent de financer les Bolloré' en

Ecrit par le 21 novembre 2024

réclamant une autre politique publique plus favorable aux médias citoyens. »

Comment faire un don ?

Deux possibilités s'offrent à vous pour soutenir 'Le Ravi' :

1. Faire un don défiscalisé : vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, si vous en payez, à hauteur de 66% pour les particuliers et de 60% pour les entreprises. La condition est que la plateforme prélève une commission de gestion de 5 à 8% sur le montant.

2. Faire un don direct : avec cette méthode, pas de commission. L'intégralité de votre don va permettre de soutenir le travail de l'association et du journal. Pour cela, il faut envoyer un chèque à l'ordre de : 'la Tchatche', l'association qui édite le Ravi et l'adresser au 11 boulevard National, 13001 Marseille. Vous pouvez aussi réaliser un [virement](#). Contact : 04 91 08 78 77 ou communication@leravi.org.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que notre confrère se retrouve en difficulté. En 2014, 'Le Ravi' avait déjà été en cessation de paiement. Cependant, après un plan de redressement ayant duré 6 ans le journal a épongé l'intégralité de ses dettes même si l'association qui édite le journal a démarré l'année les poches vides.

[Cliquez ici pour faire un don défiscalisé à notre confrère Le Ravi](#)